

PREMIERES LECONS DU REBOND ECONOMIQUE

Rouge n°1840, 9 septembre 1999

L'emploi reprend, le chômage recule et « la crise est finie », une fois de plus. Mais les raisons de cette embellie vont curieusement à l'inverse des présupposés de la politique économique du gouvernement. Pour consolider et prolonger ces résultats, une réorientation radicale est plus que jamais nécessaire.

Le rebond dont parle l'INSEE pose en premier lieu la question de savoir pourquoi la croissance en Europe – et notamment en France – a aussi facilement amorti les effets de la crise financière. On pouvait penser qu'elle conduirait à un nouveau tassement de la croissance, voire à une nouvelle grande crise financière. Il en a été autrement, parce que l'effet sur la demande extérieure a été moindre que prévu, et que la demande intérieure a pris le relais. Que l'effondrement du Sud-Est asiatique, de la Russie et d'une bonne partie de l'Amérique latine n'aient pas entraîné la stagnation en Europe, cela montre que ces débouchés ne jouent pas un rôle déterminant et que l'Europe est peu dépendante à leur égard. Ensuite, il y a le maintien de la croissance aux Etats-Unis, alors qu'on attend toujours le retournement du cycle : ces bonnes performances (sur lesquelles il faudrait revenir en détail) ont préservé le dynamisme d'une bonne partie des exportations européennes. Enfin, chacun a pu constater que l'euro s'est stabilisé à un cours relativement bas à l'égard du dollar. Au lieu d'interpréter cela comme une « faiblesse » de l'euro, il faut plutôt y voir à l'inverse la bonne tenue du dollar, grâce à la croissance aux Etats-Unis, mais en dépit d'un gigantesque déficit extérieur. Du point de vue de l'Europe, cette « faiblesse » est évidemment une aubaine pour ses exportations.

A ces mouvements du marché mondial, il faut ajouter dans le cas français les effets de la baisse de l'inflation qui équivaut à une relance salariale (voir encadré). Dans le même temps, l'investissement a finalement repris après plusieurs années d'hésitations et de stagnation et est venu renforcer la bonne tenue de la consommation.

De la croissance à l'emploi

Dans le même temps, le contenu de la croissance en emploi s'est enrichi : autrement dit, on crée plus d'emplois à croissance donnée. 227 000 emplois ont été créés en 1997 (+1 %) et 406 000 (+1,8 %) en 1998 pour des taux de croissance de 2,0 % et 3,2 %. La progression de la productivité apparente, qui se calcule comme la différence de croissance entre le PIB et l'emploi, vaut donc 1 % en 1997 et 1,4 % en 1998. Sur moyenne période, elle se situait était plutôt aux alentours de 2 % par an. Si cette référence moyenne avait joué, le nombre de créations d'emplois au cours des deux dernières années aurait été de 260 000 au lieu de 633 000. Ce ralentissement de la productivité, encore appelé « croissance plus riche en emplois » joue donc un rôle-clé dans le dynamisme de l'emploi.

Il y a plusieurs moyens d'interpréter ce phénomène. Si on regarde plus en détail, on s'aperçoit que, malgré la reprise, l'agriculture, l'industrie et le bâtiment ne créent emploi (-0,3 % sur les deux ans). C'est donc ans les services marchands que la création d'emplois progresse le plus rapidement: 384 000 emplois créés, dont la 282 000 dans les services aux entreprises, dont les effectifs progressent ainsi de 12,4 % en deux ans. L'interprétation de ce bond en avant se situe au coeur du débat puisque les libéraux y voient le fruit de la baisse

des coûts salariaux, ce qui leur donnerait ainsi raison. Mais cette lecture se heurte à plusieurs objections : pourquoi dans ces secteurs et pas les autres, pourquoi n'observe-t-on pas de recours accru aux emplois aidés ? Un des phénomènes majeurs est la croissance de l'intérim qui a augmenté de plus d'un quart en équivalents-emplois à temps plein ; or, ce phénomène ne peut s'expliquer par une baisse particulière du coût du travail d'autant plus qu'un intérimaire ne coûte pas forcément moins cher qu'un salarié direct.

En réalité, plusieurs phénomènes se combinent : l'externalisation d'emplois qui sortent de l'industrie pour se retrouver dans les services, l'extension des formes mal repérées de travail à temps réduit, le rattrapage sur les embauches qui ne se sont pas faites et la disparition des « gisements de productivité ». Le secteur marchand a apporté sa contribution avec 107 000 emplois nouveaux en 1998, pour l'essentiel des entrées en emplois jeunes. Enfin, Martine Aubry revendique 100 000 emplois créés ou maintenus grâce aux accords de réduction du temps de travail. C'est une explication possible avancée par Denis Clerc dans *Libération* du 18 août : et si ces accords passés dans un contexte de reprise avaient effectivement empêché le cycle de productivité de fonctionner à plein ?

Sur les 12 derniers mois, le chômage diminue officiellement de 135 000. Mais cette baisse est compensée exactement par la progression des demandes d'emploi à durée réduite et/ou déterminée. Les chômeurs s'adaptent ainsi à la réalité du marché du travail tout en permettant à Martine Aubry de triompher grâce aux conventions statistiques. Le fait qu'on crée autant d'emplois et que le chômage recule aussi lentement est au contraire un trait frappant de la conjoncture. Il révèle un potentiel de croissance de la population active dans les périodes de créations d'emploi, autrement dit d'importantes réserves de sous-emploi non comptabilisé à l'ANPE.

De la conjoncture à la prochaine décennie

Reste la question centrale : Jospin a-t-il eu raison d'annoncer le retour au plein-emploi en dix ans ? C'est singulièrement manquer de recul, et là les chiffres méritent d'être rappelés. Le chômage n'a fait que retrouver le niveau qui était le sien il y a deux ou trois ans. Depuis 5 ans l'emploi a franchi une marche d'escalier de près d'un million créés mais elle est un peu inférieure à celle qui avait accompagné la reprise de la seconde moitié des années 80. Autrement dit, l'amélioration constatée ne marque pas une rupture avec le profil cyclique habituel. Même au rythme où vont les choses, il faudrait bien plus de dix ans pour retrouver le plein-emploi.

Mais il faudrait surtout tirer pleinement les enseignements de cette conjoncture. On s'aperçoit ainsi qu'un euro pas trop fort est une bonne chose, qu'une croissance plutôt centrée sur la demande intérieure crée plus d'emplois, que les hausses de pouvoir d'achat sont favorables à l'activité, que l'imposition des revenus du capital est un moyen efficace d'augmenter les recettes et de réduire le déficit budgétaire, que la stabilisation de la part des salaires ne ruine pas les entreprises, que l'augmentation des prélèvements obligatoires ne tue pas la croissance, etc. Bref, une politique social-démocrate est donc viable d'un point de vue strictement économique.

Pourtant le PS va s'empresse de faire le contraire de ce qu'il faudrait et notamment de geler la demande salariale à travers la catastrophique loi Aubry n°2. Alors que l'augmentation des minima sociaux va directement en relance de la consommation, les baisses d'impôts vont

par exemple être calibrées de manière à ne pas fâcher les classes favorisées qui pourront ainsi épargner plus.

Reste un gros bémol. Tout se passe comme si la création d'emplois ne pouvait avoir lieu que si elle s'accompagne d'une précarisation des statuts. On risquerait alors d'aller vers un « plein-emploi » fait de temps partiel imposé, d'intérim et de statuts hybrides. Il serait temps au contraire de brider cette précarisation, par exemple en taxant les emplois précaires, en supprimant les subventions au temps partiel, en introduisant une conditionnalité des aides aux 35 heures. Là encore, ce n'est pas l'orientation de la gauche dite « plurielle ». Et on voit alors apparaître une vérité majeure qui est la difficulté croissante d'habiller d'arguments économiques ce qui apparaît de plus en plus comme une soumission croissante aux exigences néolibérales.

Michel Husson

Que faire de tout cet argent ?

Pendant des années, on nous a expliqué que le déficit budgétaire devait être réduit (pour faire l'Europe) et qu'il fallait pour cela freiner les dépenses publiques et bloquer les salaires. Quelques trimestres de croissance et quelques mesures fiscales bien vues (l'impôt sur les sociétés un peu revalorisé) et c'est le monde à l'envers. La grande question porte dorénavant sur l'usage de cette manne de 38 milliards. Après qu'on ait vérifié par l'absurde que les politiques qui freinent la demande aggravent le déficit (et vive versa), on aurait alors pu se dire que l'utilisation la meilleure était toute trouvée. On avait chiffré à 28 milliards le relèvement des minimas sociaux (+1500 F sur 12 mois pour un million et demi de « bénéficiaires ») mais Jospin n'avait trouvé à l'époque qu'un misérable milliard. Il y avait donc là une occasion en or d'être de gauche ! C'est un autre choix qui a été fait, mais pour des raisons qui ne sont donc pas d'ordre budgétaire.

La vraie raison, c'est l'effet d'entraînement que risquait d'avoir le relèvement des minima sociaux sur les bas salaires, dont la proportion augmente régulièrement. Il y a par exemple 12 % de salarié(e)s au Smic contre 8 % il y a cinq ans. Avec le passage aux 35 heures, le gouvernement est soucieux de geler les bas salaires pour ne pas effaroucher le patronat et ce n'est donc pas le moment de faire du laxisme. Dans le même temps, on a le culot de demander à l'Unedic de financer les baisses de charge qui accompagnent le passage aux 35 heures légales, alors même qu'elles ne sont assorties d'aucune condition en matière de créations d'emplois. Contrairement à une vision simpliste opposant ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas, les bases objectives d'une alliance entre salariés et « exclus » sont donc plus larges et plus objectives qu'on le dit souvent. C'est au fond ce que le discours sur les classes moyennes cherche à éviter.

M.H.

Une relance salariale subie

Les journalistes et les instituts de prévision parlent de confiance retrouvée ou de baisse des taux d'intérêt pour expliquer la conjoncture. Il est frappant de constater qu'ils ignorent ou signalent juste en passant que le pouvoir d'achat des salaires a augmenté de près de 2 % sur chacune des deux dernières années (contre 0,5 % avant) et que cela a certainement contribué à une reprise de la confiance, et de la consommation. Cette progression résulte d'un ralentissement marqué de l'inflation et c'est ce qui la rend moins évidente. Mais la leçon de choses n'en est pas moins probante. A partir du moment où le salaire réel augmente à la même vitesse que la production, la demande salariale est soutenue, les emplois augmentent, les impôts rentrent mieux que prévu. L'inflation n'est en rien relancée, la compétitivité et l'excédent du commerce extérieur restent inchangés. Bref, la volonté forcenée de bloquer éternellement les salaires apparaît pour ce qu'elle est : non pas l'application d'une règle de sagesse économique mais la défense d'intérêts sociaux précis.

M.H.